**Le capitalisme à la sauce artiste**

http://www.multitudes.net/Le-capitalisme-a-la-sauce-artiste/

Article mis en ligne le 3 juin 2004, sur le site de [Multitude](http://www.multitudes.net/), revue artistique, politique et philosophique.

Par  Anne Querrien

Relu en marge de la lutte des intermittents, le livre de L. Boltanski et E. Chiapello *Le nouvel esprit du capitalisme* apparaît prémonitoire dans l’analyse d’un travail organisé par projets d’une durée de plus en plus courte. Mais les défauts de protection sociale qui en résultent sont imputés à la recherche par la critique artiste d’une liberté individuelle et expressive, et non à la réorganisation en profondeur du capitalisme. La recherche de solutions se fait par analogie avec les réglementations qui protègent le salariat, le revenu garanti notamment.

Le mouvement des intermittents du spectacle et son affirmation d’une généralité croissante du travail discontinu dans la société contemporaine, dans le domaine artistique comme dans les autres, nous a donné envie de relire le livre majeur de Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme* (Gallimard, nrf essais, 1999). La « cité par projets » faite de la participation à des contrats de courte durée, exigeant le maintien par chacun d’une employabilité qui ne peut se soutenir que d’un revenu garanti, est présentée dans ce livre comme l’univers économique impitoyable qui domine peu à peu grâce à la « critique artiste » issue de mai 1968, une critique qui, en balayant moralement tout ce qui n’est pas authentique, ne laisse survivre qu’un pathétique individualisme, particulièrement peu protecteur face à l’exploitation. Comment relire ce livre à la lumière de la crise actuelle ? Décrit-il de manière adéquate les nouvelles formes de travail intermittentes ? Qu’est-ce que la cité par projets ? Quelle forme peut y prendre la sécurité de tous ?

**La cité par projets**

De 1984 à 1994 le PIB a augmenté de 24% environ, les cotisations sociales également, mais le salaire net de 9,5%, tandis que les revenus de la propriété augmentaient de 61% et les dividendes non distribués de 179%. Dans le même temps la fiscalité sur les sociétés a été allégée. Les opérateurs financiers ont retrouvé une liberté d’action qu’ils n’avaient pas connue depuis la crise de 1929. Entre 1983 et 1993 la capitalisation boursière de Paris est passée de 225 à 2700 milliards de francs pour les actions et de 1000 à 3900 milliards de francs pour les obligations. Le capital se porte donc bien. Mais cette bonne santé ne s’accompagne plus de l’accroissement du bien être de la population comme dans la période fordiste.   
Les capitalistes, ceux qui disposent d’un patrimoine de rapport, forment 20% des ménages en France. Aux autres, le capitalisme doit donner l’assurance d’une sécurité minimale, un revenu plus ou moins garanti pour justifier l’engagement à son service, ou au moins le respect de sa domination : telle est la thèse de ce livre. Le capitalisme doit se justifier, en particulier aux yeux des cadres qui sont les médiateurs entre le capitalisme et la grande masse des salariés. Le nouvel esprit du capitalisme est recherché par les auteurs dans une lecture systématique de la littérature de management.

Les cadres formés par l’université, qu’ils soient des enfants de la bourgeoisie ou issus de la promotion sociale, pourraient en effet faire défection vers d’autres activités juridiques, artistiques ou scientifiques ; le capitalisme doit les convaincre que c’est important de faire travailler les autres dans le commerce ou l’industrie. Le capitalisme propose d’accumuler ensemble les richesses à partager. Cette justification n’est compréhensible que dans l’entreprise : préserver l’emploi, c’est préserver les ressources de chacun, et surtout ses capacités à se reproduire, à élever ses enfants.

Le nouvel esprit du capitalisme, à l’heure de la mondialisation, découle de l’intérêt des multinationales à garder une zone pacifiée au centre du monde, un vivier de cadres où on puisse former et élever ses enfants en sécurité, où on puisse former les cadres du tiers monde. L’enjeu du capitalisme serait donc de rendre les nouvelles formes d’accumulation excitantes, séduisantes, de permettre aux cadres de croire qu’ils participent à la production d’un bien commun pour les rendre capables de mobiliser salariés et agents en formation. Le nouvel esprit du capitalisme c’est « une nouvelle représentation de l’entreprise et du processus économique » qui « entend fournir à ceux dont l’engagement est particulièrement nécessaire à l’extension du capitalisme - les successeurs des cadres - des évidences quant aux « bonnes actions » à entreprendre, un discours de légitimation de ces actions, des perspectives enthousiasmantes d’épanouissement pour eux-mêmes, la possibilité de se projeter dans un avenir remodelé en fonction des nouvelles règles du jeu et la suggestion de nouvelles voies de reproduction pour les enfants de la bourgeoisie et d’ascension sociale pour les autres » (p. 93).

Le rejet de la hiérarchie caractérise la littérature de management récente ; les cadres sont appelés à se fondre dans l’ensemble de la main d’œuvre comme les meilleurs, comme les réalisateurs les plus performants de la nouvelle forme de travail du capitalisme : la cité par projets, c’est-à-dire le travail organisé selon des mobilisations temporaires aux objectifs précis et à la courte durée. La cité par projets, qui se déploie dans la grande entreprise, ressemble à une succession de spectacles mobilisant des intermittents. Mais elle agence dans des relations temporaires des salariés, tourneboulés de ne plus être agencés par des machines à la relativement longue durée. Dans l’ancien système l’essentiel de la qualification était apporté par les machines auxquelles les travailleurs étaient adjacents, alors que dans la cité par projets c’est chaque travailleur qui est porteur d’une qualification, d’une histoire particulière. Ce changement angoisse beaucoup les salariés, qui y sont soumis tout en bénéficiant d’un revenu. Pour les intermittents les indemnités de chômage sont le seul filet de sécurité face à cette incertitude. Chez les intermittents comme dans la « cité par projets », caractéristique du nouvel esprit du capitalisme, la question de la « justice », ou plutôt de la sécurité, se pose dans des termes semblables : comment assurer le maintien de l’employabilité de tous quand les inscriptions dans les réseaux sont inégales, comment assurer à chacun les moyens de développer sa singularité quand toutes les singularités ne sont pas appelées de la même manière ? La cité par projets, l’indemnisation chômage des intermittentes dans son injustice actuelle, tendent à mettre en danger le plus grand nombre en ne reconnaissant que les plus renommés des agents. Luc Boltanski et Eve Chiapello l’admettent : seul un revenu universel, un revenu garanti, pourrait assurer la sécurité nécessaire pour que la cité par projets puisse fonctionner au mieux, en faisant appel à tous ses membres sans exclusion.

La succession des projets donne en effet à chacun l’occasion de rencontres multiples et enrichissantes, de nouveaux apprentissages. Le problème pour chacun est donc d’être employable, et d’augmenter son employabilité au fil des projets. L’employabilité est un capital personnel que chacun doit gérer et qui est constitué de la somme de ses compétences mobilisables. Personne ne sait comment évaluer cette employabilité, et vérifier qu’elle croît au fil d’une carrière. Du coup toutes les relations, y compris personnelles, sont bonnes pour développer de manière totalement opportuniste la dite employabilité. Les effets de réputation sont centraux dans cet opportunisme et dans le glissement de la cité par projets vers la cité du renom, la cité qui ne profite toujours qu’aux mêmes. Le problème, c’est que le capitalisme a besoin d’innovation et ne saurait se satisfaire de la cité du renom. « Le projet est le prétexte et l’occasion de la connexion » avec d’autres gens qui vont ouvrir la possibilité de nouvelles connexions. Le projet est « une poche d’accumulation temporaire qui, étant créatrice de valeur, donne un fondement à l’exigence de faire s’étendre le réseau en favorisant les connexions. » (p. 157)

Dans la cité par projets ce à quoi se mesure la valeur des personnes est « l’activité » qui « surmonte les oppositions du travail et du non-travail, du stable et de l’instable, du salariat et du non-salariat, de l’intéressement et du bénévolat, de ce qui est évaluable en termes de productivité et de ce qui, n’étant pas mesurable, échappe à toute évaluation comptable » (p.165). L’activité par excellence consiste évidemment à s’insérer dans les réseaux et à les explorer. Elle se développe dans la multiplicité des projets qui se succèdent et dont chacun est un dispositif transitoire. L’essentiel est donc de ne jamais être à court de projet et de s’engager dans chaque projet avec le maximum d’enthousiasme malgré sa faible durée. Pour que cet enthousiasme existe il faut évidemment avoir le choix (garanti par le salaire en entreprise ou l’indemnisation chômage pour les intermittents). Le développement de l’employabilité personnelle passe par l’engagement renouvelé dans des projets, l’abandon des projets risquant de couper la connectivité.

L’homme ou la femme de la cité par projets est adaptable, flexible, polyvalent, actif, autonome, capable de changement, bref il a toutes les qualités revendiquées par la critique artiste à partir de 68, qui s’avère donc a posteriori comme la meilleure alliée du capitalisme. C’est une vraie personne qui, loin de remplir mécaniquement son rôle, sait prendre ses distances, et rebondir. Mais la cité par projets est éprouvante car les projets sont de plus en plus courts, nombreux et changeants. Certains perdent à ces changements toute visibilité et se retrouvent « désaffiliés » au sens de Robert Castel, rejetés hors des réseaux bien que « le désir de se connecter soit une propriété fondamentale de la nature humaine » (p.189). Or dans une configuration où la compétence ne s’actualise que dans la négociation, le travail n’est plus une marchandise détachable de la personne du travailleur. Celui-ci devrait bénéficier d’un statut.

Dans un monde connexionniste il est difficile de faire la différence entre la vie privée et la vie professionnelle, tout est bon pour établir des connexions, et également pour oublier ses obligations. C’est le règne du knowledge management, le KM pour les intimes. Exemple : une société vendant des articles de sport décide de créer un nouveau rayon d’articles pour la pêche à la ligne. Elle va demander à sa direction des ressources humaines de recenser tous les salariés qui sont connus pour s’adonner à la pêche à la ligne pendant leurs loisirs, et elle va les faire appeler pour sélectionner parmi eux les vendeurs du nouveau rayon. On est sûr ainsi d’avoir des gens motivés. Mais n’est-ce pas cette motivation que réclamaient les militants de 1968, avec leur prétention d’être artistes, entrepreneurs de leur propre vie ?

**L’effondrement de la critique artiste**

D’après Luc Boltnaski et Eve Chiapello une posture artiste aurait en effet caractérisé les militants de mai 1968 qui, après avoir prôné le refus du travail, légitimeraient maintenant les petits boulots, qui après voir prôné l’autogestion demanderaient maintenant la sécurité. Ces « artistes » auraient inspiré les réformes entreprises par le patronat au fil de ces trente dernières années, auraient rendu illégitimes, voire illégales, une série de pratiques patronales antérieures, et modifié fortement le partage de la valeur ajoutée en faveur des salariés jusqu’en 1973. Mais ensuite le patronat a repris l’initiative en créant l’actionnariat salarié. Il en résulte une transformation de la représentation des relations sociales qui ne sont plus vues comme la production de collectifs, mais comme l’addition de performances individuelles. Or dans le même temps les patrons constatent que la résistance au travail est forte et s’exprime par l’absentéisme, les retards, le freinage, les malfaçons, pendant que la représentation collective du travail est absorbée par l’économie contractuelle. « Aux mesures visant à donner une plus grande sécurité aux salariés, sont substituées des mesures visant à rendre plus léger le contrôle hiérarchique et à prendre en considération les "potentiels " individuels. Par un retournement de politique, l’autonomie fut en quelque sorte échangée contre la sécurité » (p.274). Et Luc Boltanski et Eve Chiapello d’être « consternés » face à l’évolution du monde qui a « consisté…à substituer l’autocontrôle au contrôle et par là à externaliser les coûts très élevés du contrôle en en déplaçant le poids de l’organisation sur les salariés » (p.275). Pourquoi cette consternation se transforme-t-elle en condamnation de ceux qui ont nommé ce passage les premiers, Michel Foucault et Gilles Deleuze, parlant de « sociétés de contrôle ? Mystère.

Luc Boltanski et Eve Chiapello attribuent en effet la responsabilité de cette catastrophe sociale à la critique artiste issue de 1968, qui aurait légitimé les mesures prises par le gouvernement socialiste post-1983 et, au nom de l’exigence d’autonomie et de flexibilité, introduit la précarité et la dérégulation, les atteintes systématiques aux protections des travailleurs, et notamment aux relations de travail contractuelles centralisées. La critique artiste est rendue responsable de l’oppression des pouvoirs créatifs et singuliers de chacun (p.286), est rendue responsable de l’évolution par micro-mesures destructrices du droit du travail. Suit une description détaillée de la « déconstruction en cours du monde du travail », qui se termine par la conclusion que l’exclusion des moins employables se traduit par une « dualisation de plus en plus nette des situations de travail » entre ceux qui bénéficient d’une certaine sécurité et ceux qui n’en bénéficient pas. Soit un abandon par les auteurs de la problématique de la cité par projets qui multiplie les lignes le long desquelles se produit cette exclusion. Ces lignes sont hétérogènes : l’immobilité, l’absence de diplôme, l’ethnicité, l’âge. Il ne s’agit pas d’une dualisation comme dans la lutte des classes fordiste, mais d’une pluralisation qui attend une mise en relation, un agencement collectif, dans la lutte contre la précarité et pour le revenu garanti.

La désyndicalisation est réelle depuis 1970. Le recul des négociations collectives nationales au profit d’accords d’entreprises localisés, l’individualisation des salaires associée à l’évaluation hiérarchique, la création par les entreprises de classifications spécifiques, les groupes d’expression des salariés pour exprimer leurs malaises, le choix de la flexibilité par certains syndicats, la pratique de la délégation au détriment de l’activité militante, les facteurs en sont multiples. Tout cela vient d’après les auteurs de la critique artiste qui « au nom de la liberté, qui est jugée trop restreinte dans un cadre catégoriel supposant des droits et des devoirs afférents au groupe auquel on appartient, fit ici alliance avec le rêve égalitaire de la critique sociale. Ensemble elles travaillèrent les structures syndicales pour tenter d’y supprimer les lieux où les adhérents auraient pu construire une unité d’action sur le partage d’une communauté de destin plus concrète que la seule condition de salarié. » Nostalgie quand tu nous tiens … mais nostalgie de quoi ? de l’union des intellectuels et des ouvriers au sein du Parti communiste ? De quel destin s’agit-il ? Mystère…

L’horrible de la nouvelle situation c’est que les managers, les cadres supérieurs se prennent pour des artistes et des intellectuels et se donnent les moyens, en stipendiant ce genre de personnes, de récupérer la critique avant même qu’elle ait le temps de finir d’être émise. Alors que le propriétaire était attaché à une localité, à une histoire, le nouveau dirigeant est mobile et indifférent - sauf à l’étendue de sa rémunération. Il y a tendance à la fusion entre les intellectuels et artistes d’un côté et le monde des dirigeants à travers la mobilité, les voyages et le renouvellement incessant des images ; la dénonciation, posture propre aux intellectuels depuis l’affaire Dreyfus est captée par la publicité comme surenchère, transformée en simulacre. Et la critique commence à défaillir parce qu’elle ne peut plus suivre le mouvement. Les éléments de comparaison qu’elle se donne appartiennent forcément au passé ; elle se pose en chienne de garde, en moralisatrice, elle a perdu sa capacité d’inventer. Dans sa récupération par le capitalisme aux fins de publicité, la critique artiste a renoncé à l’alliance avec la critique sociale qu’elle avait contractée en 1968. Elle a essayé de se donner bonne conscience, de masquer sa trahison, en s’adonnant à une critique des médias comme falsificateurs, une falsification qu’elle était aux premières loges pour connaître de l’intérieur. Une minorité s’est retirée dans la voie aristocratique de l’écriture solitaire (captée par le système en cas de publication), une autre dans l’attente eschatologique d’un autre monde. L’ancienne critique artiste, celle qui développait des « exigences de libération et d’authenticité », celle des « compagnons de route » ajoutons-nous, est morte.

Par contre la critique sociale, celle qui dénonce la misère et l’exploitation renaît, mais à partir de l’action humanitaire, dans laquelle les jeunes cadres découvrent des réalités complètement contradictoires avec leurs formations en droits de l’homme. Leur action sur le tas, faite d’évènements, ponctuels, appartient bien à la culture de la cité par projets. Cependant cette action met en valeur des personnes stigmatisées par un handicap quelconque, et ne crée pas de solidarité générale comme lors de la constitution historique de la classe ouvrière au XIXe siècle. Les responsables de cette nouvelle critique sociale partagent avec les managers la nouvelle culture de la mobilité, ils sont opportunistes, capables de se saisir de n’importe quelle occasion, et fonctionnent en réseau. Ils sont capables de monopoliser à leurs profits les points de passage entre réseaux, ils accumulent des carnets d’adresses lourdement chargés sans en faire profiter les autres, ils s’attribuent la responsabilité des évènements collectifs qu’ils ont contribué à organiser, et les signent en priorité pour augmenter leur employabilité, pendant qu’ils font objectivement diminuer celle des autres, ils deviennent entrepreneurs d’eux-mêmes comme le recommandent les économistes et les banques. Les rapports d’exploitation deviennent fondés sur les différentiels de mobilités : plus on en fait, plus on est mobile, plus on est employable.

**Que faire ?**

Comment est-il possible de dénoncer cette injustice ? Peut-on créer de nouvelles classifications comme avait réussi à l’obtenir la classe ouvrière, un statut de l’employé de la cité par projets ? Sans contrôle de la cité par projets sur ses membres, l’opportunisme va se développer de façon galopante. Les connexions permettent notamment d’arraisonner des ressources considérées comme non marchandisables, de s’approprier le travail des autres pour le faire valoir dans les autres cités (cité industrielle, cité du renom, cité marchande). La confiance qui règle les relations au sein de la cité par projets peut devenir alors esclavagiste, dans une nouvelle forme d’esclavage à la fois total, mais temporaire, sans les formes de protection de l’esclavage antique.

Le problème est en effet pour les membres de la cité par projets de concilier deux temporalités : celle courte et temporaire du projet pendant lequel un travail précis est rémunéré, et celle longue et continue de la vie, qui est la condition de la première. Au fur et à mesure que le livre avance, la cité par projets ressemble de plus en plus à la condition des intermittents. Le modèle de la cité par projets est celui des génériques de films, qui présentent « la liste exhaustive des contributeurs, quel que soit l’employeur ou le statut » (p.475). La rémunération doit prendre en compte le travail effectif, mais aussi le maintien de l’employabilité du travailleur, la formation et la reproduction de sa force de travail. La cité par projets devrait organiser une traçabilité des personnes pour connaître l’ensemble des projets par lesquels elles sont passées, pour permettre à tous de réussir malgré tout, de rester employables. De nouvelles entreprises d’insertion devraient être créées. La notion d’activité devrait permettre de donner une égale dignité aux projets de travail et de non-travail, et garantir la possibilité de traverser des périodes de non-travail.

**Quelle critique artiste ?**

L’idée de Luc Boltanski et Eve Chiapello que la critique artiste privilégierait l’authenticité avant toute chose me paraît peu conforme de ce que je connais de l’art contemporain qui aime au contraire à manier avec humour le simulacre et la duperie. Il me semble que l’art dont ils parlent n’existe que dans des milieux relativement huppés considérés comme passéistes dans les milieux artistes que je fréquente et qui sont ceux présentés dans ce numéro de *Multitudes*. Il y a donc dans l’analyse de la critique artiste ce qu’on appelle en musique une fausse note, qui est particulièrement fâcheuse. La critique artiste que je connais ne cherche nullement à indigner et à s’indigner, mais à dilater les positions insupportables pour leur donner la capacité de s’immiscer dans le confort des positions dominantes, une force mineure au sens où mineur veut dire aussi sapeur, celui qui pose des mines souterraines pour faire s’effondrer la place. Cet humour ravageur fait précisément prendre pour banale, voire donnée d’avance, l’interruption du contrat qui signe la cité par projets. L’artiste déteste le misérabilisme. Il s’agit de sortir par le haut des limites de l’épure à laquelle se réduit la vie quotidienne.  
L’idée que le marché serait la seule formule institutionnelle de réalisation du désir de libération de la critique artiste est de la même eau. C’est évidemment oublier que le marché organise la rencontre entre une offre et une demande, et que ce qui caractérise pour le moins la situation actuelle c’est qu’offre et demande ne sont pas ajustées, qu’il y a donc des phénomènes de file d’attente et de rente, qui renchérissent les services ou les mettent hors de portée. Certes le déracinement produit par le capitalisme abaisse le prix de la force de travail et la condamne à l’asservissement dans la discipline de fabrique. Mais pourquoi les nouveaux immigrants ou les jeunes d’origine provinciale mobilisent-ils la solidarité familiale ? Est-ce seulement pour se soumettre volontairement à cette discipline ou avec l’espoir de jeter un pont, aux contours totalement inconnus, vers la modernité ? La satisfaction des premières revendications ouvrières est passée par le compromis avec l’État ; c’est au sein d’une triangulation patronat-État-syndicats qu’ont eu lieu toutes les réformes favorables au peuple au-delà de la classe ouvrière. L’effondrement actuel des conditions de travail et de vie vient de ce que c’est à une autre échelle aujourd’hui, celle du continent, de l’Europe en particulier que doit se poursuivre cet élargissement de la vie quotidienne. Rien ne sert de garder le regard fixé dans le rétroviseur vers le siècle dernier.

Oui, le contrôle est devenu omniprésent parce que plus ou moins collectivement autogéré, et on ne peut plus se permettre d’attendre que le petit chef vous donne l’ordre de travailler parce qu’on est à soi-même son petit chef. « La cohésion du groupe elle était contre les chefs, contre la maîtrise ; maintenant il y a une adhésion des ouvriers contre les ouvriers » (p. 519 citant Michel Pialoux, citant un ouvrier de chez Peugeot). Y a-t-on perdu en dignité ? Oui si on a toujours le même salaire ou guère plus alors qu’on a tellement plus de responsabilités. Oui surtout parce que cela a mis les travailleurs en concurrence les uns avec les autres ; l’opinion collective a laissé place à des manières individualisées de se situer, à une multitude de positions, notamment à la culpabilité à l’égard des chômeurs. La culpabilité conduit toujours en enfer.

C’est vrai que l’informatique a rendu possible de différencier les objets en fonction de la demande ; cela rencontre les souhaits des consommateurs. La diversité des produits engendrés par un modèle de référence identique conduit à la question de l’authenticité, supposée être celle des artistes. « La marchandisation de l’authentique permet de relancer sur de nouvelles bases le processus de transformation du non-capital en capital » (p.536), d’organiser l’appropriation de l’immatériel, de la signification. La « reproductibilité technique » soulignée autrefois par Walter Benjamin est évidemment au principe de cette marchandisation et de l’échelle de masse qu’elle prend aujourd’hui. L’effet de cette codification massive est de donner naissance à des cycles de plus en plus rapides d’engouement et de déception, à une mise en doute du caractère réellement authentique des produits proposés, à un consumérisme qui affirme de plus en plus haut et fort la futilité, voire la nuisance, d’un tel système. Le serpent se mord la queue : la production rattrape toujours la critique dans une guerre dont l’inventivité tend vers zéro.  
Revenons alors à Mai 68 qui est la cause de tous ces maux puisque c’est là, ou plutôt dans la philosophie qui y a conduit et a continué, qu’on trouve l’apologie du réseau, du rhizome, et autres figures de l’inauthenticité qui sapent définitivement la figure de l’intellectuel telle qu’elle avait émergé au début du siècle avec l’affaire Dreyfus. L’évolution actuelle supprime la nécessité pour le capitalisme d’avoir à répondre à la question de l’authenticité puisque cela en supprime la pertinence : il n’y a plus que des doubles à l’infini, des êtres en réseau qui se donnent la main et qui ne s’émeuvent pas d’une main qui se retire car ils en trouvent d’autres à côté. L’authenticité s’évanouit dans l’ironie, et l’artiste bourgeois disparaît avec. Il n’y a plus qu’une « représentation illusoire » (p.551). Mais alors on n’a plus de position extérieure, transcendante ajouterions-nous, pour critiquer le capitalisme, on est plongé dedans ; est-on pour autant forcé de le supporter ? Chacun est son propre évaluateur, son propre entrepreneur, soumis à une concurrence féroce avec le voisin : c’est à qui accumulera le plus de ressources, le plus de projets, le plus d’occasions de se faire valoir. Le capitaliste est démocratisé, individualisé, descendu de la sphère des directions d’entreprise dans la quotidienneté. La solitude volontaire, le retrait, l’authenticité, le grand intellectuel proche de la vérité, ne sont plus possibles. Le monde de la critique artiste disparaît une deuxième fois. Il faut vraiment être « artiste » pour conserver une consistance propre dans une situation aussi contradictoire d’incertitude quant à l’emploi et de singularité quant à la qualification.   
C’est ce qui fait peur à Luc Boltanski et Eve Chiapello qui préfèrent les cadres, ou les ouvriers, les serviteurs. Pour eux il faut ralentir le rythme des connexions (je dis non) et donner aux gens des moyens de survivre entre des projets différents (je dis oui). Ils souhaitent que l’accroissement de la sécurité (permis par exemple par un revenu garanti) passe par des épreuves de classement espacées et contrôlées démocratiquement. Comme beaucoup d’entre nous ils proposent la dissociation de l’emploi et du revenu, un modèle en fait proche de celui de la fonction publique, ou de l’économie soviétique d’avant la chute du mur.

Changer d’emploi, au fil des projets, sans changer de grade, n’est-ce pas ce qu’on fait dans les administrations de mission, ou ce qu’avait inventé la compagnie de Jésus ?  
Ce qui me semble surtout en cause, dans la cité par projets comme dans le mouvement actuel des intermittents, c’est l’obligation morale, mais aussi politique et économique, pour le patronat de la cité en acteur du projet et pas seulement du profit. Dans la cité par projets il y a une responsabilité, une obligation morale, politique, économique pour tous les acteurs, notamment les acteurs publics, élus et fonctionnaires, travailleurs de l’intérêt général, de se constituer en acteurs sociaux intervenant dans le débat public avec leurs propres exigences, avec leurs propres critères de vérité. Il s’agit de redonner forme à la cité civique qui ne peut être le champ clos des seuls projets des organisations non gouvernementales, qui malgré leur bonne volonté n’ont souvent pas de capacités de travail professionnelles. Une refonte institutionnelle est nécessaire pour ne pas s’envoyer collectivement dans le mur. Mais la transformation doit s’enraciner dans les nouvelles modalités apportées par la cité par projets, faire fond sur l’exigence démocratique qu’elle porte. L’enjeu actuel est la reconnaissance de la cité par projets et la conquête de formes institutionnelles et de modalités de régulation qui signent son hégémonie sur le paysage politique. La cité par projets est la première à résister à l’unidimensionnalité de la valeur, caractéristique de la cité, à fonder une vie multiple, à déployer un champ immanent.